



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DE LA MAINTENANCE ET DES JARDINS (DAMJ)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P**

N°2025-064M

**INSTALLATION DE 12 SONDES PIEZOMETRIQUES, MESURAGE ET
TELETRANSMISSION DE DONNEES PIEZOMETRIQUES**

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#)

Le présent C.C.A.P. comporte 26
pages (y compris la page de garde)
numérotées de 1 à 26.

Sommaire

Table des matières

1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Mode de passation.....	4
1.2.1 Passation.....	4
1.2.2 Découpage en tranches et en lot.....	4
1.2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE ou options techniques).....	4
1.2.4 Titulaire du marché.....	4
1.3 Forme du marché.....	5
1.4 Responsabilité sociétale des organisations (RSO).....	5
1.5 Dispositions générales.....	6
2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
3 - DUREE – DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.1 Durée du marché.....	7
3.2 Achèvement de la mission.....	8
3.3 Délais d'exécution.....	8
3.4 Travaux préparatoires.....	8
3.5 Emplacement des travaux et horaires d'exécution.....	9
4 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
4.1 Conduite du marché.....	9
4.2 Titulaire.....	10
4.2.1 Représentant du titulaire.....	10
4.2.2 Notification des modifications.....	10
4.3 Intervenants du titulaire sur le site.....	10
4.3.1 Qualification du personnel.....	10
4.3.2 Modification concernant le personnel.....	11
4.3.3 Procédure d'agrément du personnel.....	11
4.3.4 Comportement du personnel.....	12
4.3.5 Plan de prévention.....	12
4.4 Modalités particulières d'exécution.....	13
4.4.1 Contraintes muséographiques.....	13
4.4.2 Approvisionnement et règlement de l'aire de livraison.....	13
4.4.3 Moyens mis à la disposition du titulaire par l'EPML.....	14
4.4.4 Obligation de résultat.....	14
5 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	15
5.1 Engagement du titulaire sur les conditions d'exécution.....	15
5.1.1 Réunions de travail.....	15

5.1.2	Obligation de conseil	15
5.1.3	Caractère exclusif de la mission	15
5.1.4	Obligation de discrétion - confidentialité.....	15
6 -	SUIVI DES PRESTATIONS, CONTROLE ET VALIDATION DES PRESTATIONS.....	15
6.1	Livraison.....	16
6.2	Opérations de vérification.....	16
6.2.1	Vérification des travaux préparatoires.....	16
6.2.2	Vérification du déploiement du service de télétransmission de données piézométriques	17
7 -	PENALITES.....	17
7.1	Précisions.....	17
7.2	Pénalités de retard.....	19
7.3	Autres pénalités.....	19
8 -	UTILISATION DES RESULTATS.....	19
9 -	CONTENU DES PRIX - VARIATION DANS LES PRIX.....	20
9.1	Contenu et caractère des prix.....	20
9.2	Forme des prix.....	21
9.3	Date d'établissement des prix et variation dans les prix.....	21
9.4	Application de la TVA.....	23
10 -	MODALITES DE REGLEMENT.....	23
10.1	Règlement.....	23
10.2	Modalités de transmission des documents relatifs au paiement.....	23
10.3	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	24
11 -	AVANCE.....	24
12 -	RETENUE DE GARANTIE.....	25
13 -	ASSURANCES.....	25
13.1	Assurance de responsabilités civiles et professionnelles.....	25
13.2	Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants.....	25
14 -	RESILIATION.....	26
15 -	REGLEMENTS DES DIFFERENDS.....	26
16 -	DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	26

1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mesure et la télétransmission des données piézométriques afin de réaliser un suivi continu, en temps réel, du niveau des nappes sur l'ensemble du Domaine et d'améliorer la maîtrise de l'EPML face au risque d'inondation par remontée de nappes. Pour ce faire, des travaux préalables sont nécessaires avec la réalisation de 9 piézomètres répartis dans la nappe du Calcaire Grossier et la nappe des Sables Supérieurs.

L'ensemble des prestations attendues, modalités d'exécution et contraintes d'exécution des prestations sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Emplacement des interventions :

Musée du Louvre – L'implantation des sondages retenue est présentée à l'article 2 du CCTP.

Il est susceptible d'être modifié en fonction des contraintes d'exécution et des résultats de sondages obtenus au fur et à mesure de la campagne.

La réalisation de ces ouvrages devra faire face à plusieurs contraintes :

- *une intervention en site occupé sur l'un des musées recevant le plus de visiteurs en France impliquant une application stricte des règles de sécurité et une gestion rigoureuse des nuisances de chantier que sont le bruit, les vibrations et les poussières ;*
- *contraintes d'accessibilité et de transport de matériaux ;*
- *d'une manière générale, toutes les contraintes définies dans les pièces du marché et notamment dans le CCTP.*

NB : dans le cadre de ce projet, les nuisances acoustiques ne seront tolérées qu'en dehors des heures d'ouverture du musée au public.

1.2 Mode de passation

1.2.1 Passation

Le présent marché est conclu selon **une procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles R.2124-1 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande Publique.

1.2.2 Découpage en tranches et en lot

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique, les prestations, objet du présent marché, constituant une unité.

Le présent marché n'est pas fractionné en tranches.

1.2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE ou options techniques)

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

1.2.4 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom « le prestataire » ou « le titulaire » et la désignation du mandataire du groupement sont précisées à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement auprès du maître d'ouvrage. Il est leur représentant exclusif.

De façon plus générale, le mandataire est le garant de la cohérence et de l'unité de l'équipe du titulaire.

Le titulaire du présent marché est représenté par le mandataire de tous les co-traitants qui est solidaire de l'ensemble des membres du groupement.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés soit au domicile élu figurant à l'acte d'engagement, soit directement dans les locaux mis à la disposition du titulaire au sein de l'EPML.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne responsable du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'[article D.8222-5 du Code du travail](#).

1.3 Forme du marché

Le présent marché de services est rémunéré par un prix global et forfaitaire.

1.4 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Le musée du Louvre à travers sa stratégie de Responsabilité Sociétale de l'Organisation et l'intégration du nouveau plan « Services publics écoresponsables » (février 2020) entend orienter à court terme et définitivement les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités vers un modèle soutenable et équitable, en accord avec le cadre réglementaire suivant :

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables et notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux éco-gestes numériques et l'achat de matériel reconditionné ;
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr) ;
- la loi EGALIM - loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - qui fait suite aux états généraux de l'alimentation ;
- la loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire ;
- la loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", qui impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires.

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, Titulaires de marchés.

L'attention du Titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.5 Dispositions générales

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son offre (notamment, lors de la visite obligatoire avant la remise des offres),

- pris une connaissance complète et entière des sites, du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations,
- apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et ressources en main d'œuvre...,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, de tous services et autorités compétents,
- pris connaissance de l'ensemble des prestations, ainsi que des éventuelles interactions.

2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ainsi que ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes :
 - ANNEXE 1 : PREVENTION DES RISQUES ET SST
 - ANNEXE 2 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE
 - ANNEXE 3 : LIVRET DE CIRCULATION
 - ANNEXE 4 – CHARTE GRAPHIQUE
 - ANNEXE 5 – GED
 - ANNEXE 6 – CONTRAINTES SURETE ET SECURITE INFORMATIQUE
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;

- Le cadre de réponse financier comprenant : La décomposition du prix global et forfaitaire par phase (DPGF). La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant à titre principal forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans le cahier des charges et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- Le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- L'offre technique du titulaire (y compris calendrier prévisionnel d'exécution).

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties dans leurs versions en vigueur à la date de remise des projets.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement et ses annexes.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique¹, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

3 - DUREE – DELAIS D'EXCUTION

3.1 Durée du marché

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

La durée du marché est fixée à **96 mois fermes** et, ce à compter à compter de la validation du bon fonctionnement du système (date de début d'exécution du marché).

Le marché n'est pas reconductible.

Notification prévisionnelle du marché : Septembre 2025.

Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations : Septembre 2025.

Le marché prend fin dans les conditions définies à l'article 3.2 du présent CCAP.

3.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'un certificat d'achèvement établi sur la demande du titulaire par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 30 du CCAG/FCS et constatant que ce dernier a rempli toutes ses obligations au titre du présent marché.

3.3 Délais d'exécution

Le délai maximum d'établissement des prestations de sondages par le titulaire est le suivant :

Le délai maximum d'établissement des prestations de sondages par le titulaire est le suivant (*sauf ordre de service contraire prescrivant le démarrage des prestations*):

- **2 mois pour les travaux préparatoires de forage à compter de la notification**
- **1 mois pour l'installation des sondes piézométriques et du système de récupération de la donnée à compter de la réception des travaux préparatoire**
- **8 ans d'abonnement pour la fourniture d'un service en temps réel à compter de la validation du système**
- **8 ans pour la maintenance des équipements à compter de la validation du système**

Le délai d'exécution des prestations est celui imparti pour la réalisation des prestations incombant au titulaire, y compris la mise en place des installations de chantier, le repliement des installations de chantier, la remise en état des terrains et des lieux, les opérations d'admission des prestations.

Le planning d'exécution détaillé transmis dans l'offre du titulaire devra être conforme au calendrier prévisionnel d'exécution.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation lorsqu'il en existe une, ou de début d'exécution des prestations n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

Le titulaire remettra un calendrier prévisionnel d'exécution des prestations avec son offre technique sur lequel il s'engage. Ledit calendrier pourra prévoir des délais d'exécution optimisés.

Le planning d'exécution détaillé transmis dans l'offre du titulaire conforme au calendrier prévisionnel d'exécution est confirmé ou modifié à la notification du marché. Il devient le calendrier définitif.

3.4 Travaux préparatoires

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai global d'exécution du marché.

La période de préparation commence à compter de la date de notification du marché pour une durée de **2 mois**.

Lors de la période de préparation, les entrepreneurs devront notamment remettre les documents suivants :

- Matériels et forages utilisés, techniques de forage pratiquées ;
- Caractéristiques et équipements du forage et la tête du forage ;
- Planning d'intervention ;
- Note de calcul de résistance des tubages de forage au risque d'écrasement ou de flambement ;
- Schéma de principe des installations ;
- Plan d'implantation de l'atelier de forage, zone de stockage, piste et accès de chantier, exutoire des eaux d'exhaure, base vie forage.

En cours de travaux, l'entrepreneur devra fournir le compte rendu des travaux de piézomètres, de forage et d'essais d'eau.

Par ailleurs, pendant cette période de préparation et lors de toute demande ponctuelle, le titulaire soumettra à l'accord préalable de MOA et/ou de son représentant :

- le Plan d'Assurance de la Qualité indiquant de façon précise et détaillée :
 - la liste détaillée des matériels qu'il compte utiliser et les procédures d'exécution envisagées ;
 - les modes opératoires des essais et mesures qu'il compte réaliser ;
- Une fiche d'information préalable à la rédaction du plan de prévention indiquant de façon précise et détaillée :
 - les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ;
 - les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
 - les mesures concourant à une bonne hygiène de travail et notamment, en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel ;
 - les mesures prévues pour la sécurité des biens tels que clôtures, panneaux d'interdiction du chantier, gardiennage prévu en dehors des heures ouvrées, etc. ;
 - la liste du personnel intervenant sur le site ;
 - les habilitations et autorisations de conduite ;
 - la liste du matériel et des produits mis en œuvre.

3.5 Emplacement des travaux et horaires d'exécution

Musée du Louvre – L'implantation des sondages retenue par l'EPML est présentée à l'article 2.1.1 du CCTP. Elle est susceptible d'être modifiée en fonction des contraintes d'exécution et des résultats de sondages obtenus au fur et à mesure de la campagne.

Le Musée demeurera ouvert au public pendant la réalisation des sondages, sauf le mardi où le Musée est fermé. De ce fait, il est prévu de réaliser les travaux en intérieur :

- Le mardi toute la journée.
- La nuit de 18h00 à 9h00 sur demande ;

Il est prévu de réaliser les travaux en extérieur de 7h30 à 22h.

4 - CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Conduite du marché

La conduite du marché est assurée par la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ) de l'Etablissement Public du Musée du Louvre et ses représentants au sein des services concernés :

- Sous-Direction du Patrimoine (SDP) ;
- Sous-Direction du pilotage administratif.

Dès la notification du marché, l'EPML désigne les personnes habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, la personne désignée comme l'interlocuteur du titulaire venait à être remplacé, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- En avertirait le titulaire immédiatement,
- Communiquerait dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait au titulaire par ordre de service les noms, coordonnées et fonctions de la nouvelle personne en charge de la mission.

4.2 Titulaire

4.2.1 Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dès notification dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4.2.2 Notification des modifications

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.3 Intervenants du titulaire sur le site

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Par ailleurs, l'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition de l'EPML, pendant toute la durée du marché et notamment pendant la période des congés payés, un effectif lui permettant d'assurer l'exécution des prestations demandées.

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par l'EPML, sont soumis aux dispositions suivantes :

4.3.1 Qualification du personnel

Dans un délai maximal de **huit (8) jours** à compter de la notification du marché, le titulaire présente à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du marché son projet d'organisation qui devra être conforme aux dispositions du CCTP et à l'offre technique présentée, en indiquant en particulier la composition de l'équipe mise en place.

Dans tous les cas, **le titulaire fournit, avant tout début d'exécution, au pouvoir adjudicateur, la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations** de maintenance et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux afin notamment de vérifier que les salariés désignés par le titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre. Cette liste devra être mise à jour à chaque modification de personnel.

En outre, le titulaire devra remettre à l'EPML, dans les conditions de délais définies au CCTP, les habilitations et agréments exigés par la réglementation pour la réalisation des tâches courantes par les

intervenants affectés sur le site, ainsi que toutes les attestations de stage ou de brevet relatives aux formations en sécurité incendie et secourisme.

4.3.2 Modification concernant le personnel

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses administratives particulières et aux autres documents contractuels, cités à l'article 4 du présent CCAP.

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire du marché désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché. En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire du marché désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire du marché en avise le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire du marché et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du musée.

4.3.3 Procédure d'agrément du personnel

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes :

Agrément du dispositif du titulaire

Le titulaire doit fournir la liste nominative des personnels affectés à son exécution, accompagnée, d'un dossier d'agrément par salarié affecté sur le site qui comporte :

- Une photocopie d'un justificatif d'identité ou le cas échéant du titre de séjour de l'agent,
- Un curriculum vitae
- Un extrait de casier judiciaire n° 3
- Une photo d'identité sur fond blanc au format .JPG

Ces pièces sont nécessaires à la délivrance du badge d'accès.

En vertu de l'article 777 du Code de procédure pénale (CPP) ce bulletin n° 3 doit être réclamé par la personne qu'il concerne, et ne peut, en aucun cas, être délivré à un tiers :

En pratique, l'intéressé doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL

107 rue du Landreau

44317 NANTES CEDEX 3

Il peut également adresser sa demande en ligne à l'adresse internet suivante :

<https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/>

Pour des raisons de sécurité évidentes, le titulaire doit veiller à ce que la liste nominative des salariés remise au musée du Louvre soit à tout moment conforme à la réalité des effectifs.

Aucune personne ne peut pénétrer dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance, objet du présent marché, sur le site de l'établissement public du musée du Louvre, site sensible, si elle ne dispose pas de l'agrément de la direction de la surveillance.

Le titulaire doit donc obtenir l'agrément du musée du Louvre de chaque membre de l'équipe mise en place pour l'exécution des prestations **avant** son affectation.

L'établissement public du musée du Louvre se réserve le droit de refuser l'agrément à un salarié du titulaire ne présentant pas les qualités requises.

Agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations forfaitaires ou faisant l'objet d'un bon de commande.

L'agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou les prestations faisant l'objet d'un bon de commande répond aux mêmes conditions et exigences que celles décrites ci-dessus.

Chaque personnel porte une tenue professionnelle avec logo du titulaire.

4.3.4 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

A titre d'information (liste non exhaustive), les membres du personnel doivent s'abstenir de comportements tels que :

1. Absences ou retards répétés ;
2. Consommation d'alcool et stupéfiants pendant les heures de travail ;
3. Utilisation des outils de communication à titre personnel ;
4. Défauts relationnels entraînant des dysfonctionnements.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit en outre :

5. Etre doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient ;
6. S'abstenir de toucher aux ouvrages, meubles, œuvres ou installations techniques dont il n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche ;
7. Transmettre à la personne chargée de la conduite du marché tout fragment ou débris lui semblant provenir d'une œuvre ;
8. Signaler à la personne chargée de la conduite du marché toute anomalie constatée concernant les ouvrages, installations techniques, meubles et œuvres, situés dans les espaces où il intervient.

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans cet article.

Le règlement intérieur de l'EPML qui sera communiqué sur demande est applicable au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants et fournisseurs.

4.3.5 Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du Titulaire.

A ce titre, dans la semaine suivant la notification du présent marché et avant le début d'exécution des prestations, un plan de prévention sera établi entre le Musée du Louvre et le prestataire conformément aux prescriptions du décret n°92-158 du 20 février 1992.

Dans ce cadre, il sera procédé à une inspection commune des lieux d'intervention, et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques sera effectuée en commun. Un plan de prévention établi par écrit sera arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra comporter a minima :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- L'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer,
- Les instructions à donner aux salariés,
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement,
- Les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité du titulaire s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise titulaire (et de ses sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site de l'EPML.

4.4 Modalités particulières d'exécution

4.4.1 Contraintes muséographiques

Les contraintes liées à l'environnement muséographique sont importantes et ne doivent pas être négligées.

Le Titulaire ne sera en aucun cas autorisé à toucher ou manipuler une œuvre. Si une intervention de maintenance nécessite le déplacement d'une œuvre celui-ci doit être autorisé par le conservateur, programmé avec le service concerné, et effectué par du personnel formé et habilité du musée du Louvre.

Le musée du Louvre est un établissement mondialement connu et qui reçoit beaucoup de public. La fermeture d'une salle en vue de réaliser des prestations de maintenance ne peut être justifiée que pour une raison impérieuse de sécurité ou exceptionnelle qui devra faire l'objet d'un accord préalable de la direction de la surveillance et/ou du SPSI.

Le mardi « jour de fermeture » du musée au grand public n'est pas réellement sans public (copistes, tournage, photographes, déplacement d'œuvre, etc.) Le mardi est cependant le jour où peuvent se programmer les opérations de maintenance les plus lourdes en zones muséographiques.

Les plages d'ouverture au public (lundi, jeudi, samedi et dimanche de 9H00 à 18H00.) incluent les week-ends et les jours fériés, deux nocturnes les mercredis et vendredis prolongent l'ouverture jusqu'à 22H00 ainsi qu'un samedi par mois.

Le travail dans l'environnement direct des œuvres (salle muséographique, ateliers de restauration ou réserve.) ne peut être effectué sans l'accord et la présence d'une personne représentant les conservations ou la direction de la surveillance.

4.4.2 Approvisionnement et règlement de l'aire de livraison

Pour l'acheminement du matériel, et des matériaux nécessaires aux travaux, le titulaire pourra utiliser l'aire de livraison et le service des caristes de l'EPML. Pour ce faire, il devra donner tous les renseignements nécessaires à la personne en charge du suivi du contrat au moins une semaine à

l'avance et obtenir l'autorisation du service de l'aire de livraison. Les chargements et déchargements s'effectueront à l'aire de livraison mais les véhicules du titulaire ou de ses fournisseurs devront quitter le site dès ces opérations terminées. Les matériels et matériaux seront alors pris en charge par les caristes de l'EPML jusqu'aux différents monte-charge par la voie de desserte intérieure (VDI). Leur acheminement depuis le monte-charge jusqu'à pied d'œuvre restant à la charge du titulaire au moyen de chariots correctement entretenus et dont les roues seront en caoutchouc pour ne pas abîmer les revêtements de sol et en particulier les parquets.

L'EPML informe le titulaire qu'aucun parking gratuit pour véhicule n'est disponible sur le site du Louvre.

Le règlement de la circulation intitulé « Livret de circulation dans le domaine national du Louvre et des Tuileries », et le règlement de l'aire de livraison sont applicables par le titulaire du marché, ses sous-traitants et ses fournisseurs. Le musée du Louvre les communique sans délai sur demande du titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des consignes de comportement, de conduite, de stationnement de véhicules contenus dans ces règlements.

La responsabilité du titulaire sera engagée en cas de non-respect de ces règlements.

4.4.3 Moyens mis à la disposition du titulaire par l'EPML

Les documents, équipements et matériels qui pourraient être mis à disposition du personnel du Titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché et ne peut le faire sortir du site sans l'accord écrit du musée du Louvre.

Si le Titulaire ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, le musée du Louvre et ses représentants décident, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer (remplacement ou remise en état).

Il ne sera mis aucun local à la disposition permanente du titulaire.

4.4.4 Obligation de résultat

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, véritable, déterminé à l'avance.

Les travaux d'entretien ou de réparation ont pour but de conserver entier l'accès au public des salles concernées, en toute sécurité pour les usagers et les visiteurs, et de manière pérenne.

Le parti de restauration et d'entretien des parquets consiste à en privilégier l'aspect et les façons originelles. L'aspect après travaux des parties entretenues ou réparées devra donc être parfaitement identique aux existants bordant les ensembles concernés.

L'objectif assigné au titulaire est de maintenir les surfaces dans un état conforme aux exigences définies notamment par l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), conservateur du Palais du Louvre et du jardin des Tuileries. Les interventions du titulaire feront l'objet de contrôles simples ou contradictoires avec l'ABF, pendant et à l'issue de leur exécution afin de garantir leur adaptation au besoin, leur efficacité et leur aspect.

Les prestations sont à exécuter en tenant compte des contraintes, de la localisation et nature des locaux, des horaires et de la fréquentation de l'établissement, tant par les collaborateurs de l'EPML et par les entreprises en charge de travaux externalisés que par le public visiteur. Aucun coût complémentaire ne sera admis après l'attribution du marché. Les résultats de la visite de prise en charge des prestations, ou tout autre argument, ne pourront justifier cette pratique, le titulaire devra s'assurer de la fiabilité de son offre avant sa remise. Le titulaire est réputé avoir une connaissance suffisante de la constitution des bâtiments et des conditions particulières d'accès liées à la sécurité.

5 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 Engagement du titulaire sur les conditions d'exécution

5.1.1 Réunions de travail

Pour l'exécution de sa mission le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail dès lors que des questions le concernant y sont abordées qu'elles soient organisées par le maître d'ouvrage ou lui-même.

Tout au long de la mission du titulaire des réunions pourront être organisées.

NB : Une réunion de préparation et des réunions de restitution sont à minima à planifier

Toutes les réunions entre le musée du Louvre et le titulaire se tiendront au musée du Louvre.

Le cas échéant, le titulaire devra rédiger à minima un compte-rendu pour chaque réunion.

Les frais de déplacement et de présence du titulaire ainsi que la rédaction des comptes rendus ou des livrables décrits aux pièces contractuelles sont inclus dans les prix du marché.

5.1.2 Obligation de conseil

Les membres de l'équipe du titulaire sont tenus à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission dans les règles de l'art. Chaque membre de l'équipe est tenu d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

A ce titre, le titulaire doit en particulier mettre en garde le maître d'ouvrage contre les conséquences fâcheuses de dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance ou qu'il est possible de relever à l'examen du projet et des dispositions prises par les différents intervenants pour en assurer la qualité de l'exécution et ce tout au long de sa mission.

5.1.3 Caractère exclusif de la mission

Le titulaire s'interdit d'accepter des tiers avec lesquels l'exécution du marché la mettra en rapport, toute autre mission découlant du présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage.

5.1.4 Obligation de discrétion - confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, fournisseurs, préposés... au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, documents, etc., dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

L'EPML s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché,
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

6 - SUIVI DES PRESTATIONS, CONTROLE ET VALIDATION DES PRESTATIONS

La constatation de l'exécution des prestations se déroule conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

6.1 Livraison

Les livraisons incomplètes seront systématiquement rejetées. Le délai pour procéder aux opérations de vérification court à compter de la livraison complète des prestations.

6.2 Opérations de vérification

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles ont pour objectif de contrôler que les services fournis par le titulaire présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de performance attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées. Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la personne chargée de la conduite des prestations.

Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications

Conformément à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

En cas d'ajournement des prestations, par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le délai assigné au Titulaire pour procéder aux corrections est au maximum de 7 jours à compter de la notification de la décision au Titulaire.

En cas de rejet des prestations, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG –FCS, le délai assigné au titulaire pour procéder aux corrections est au maximum de 15 jours à compter de la notification de la décision au Titulaire.

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS :

6.2.1 Vérification des travaux préparatoires

L'EPML procède, en présence ou non du titulaire, aux opérations préalables à l'admission dans un délai qui est de 15 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement de la prestation ou travaux, si cette dernière date est postérieure. Un procès-verbal sera ensuite établi.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié. Les opérations préalables à la décision d'admission comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations/travaux prévu(e)s au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des pièces concernées aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations liées aux prestations ou travaux et de la remise
- en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des prestations ou travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par l'EPML et signé par la personne en charge de la conduite du marché et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

En cas d'absence du titulaire, le procès-verbal est établi et signé par l'EPML qui transmettra un exemplaire au titulaire.

Au vu du procès-verbal, l'EPML décide si l'admission de la prestation est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. La décision est notifiée au titulaire au même moment que la transmission du procès-verbal.

S'il apparaît que certaines prestations n'ont pas été exécutées, l'EPML peut décider de prononcer l'admission, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai fixé par l'EPML. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal précédent.

Lorsque l'admission est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par l'EPML ou, en l'absence d'un tel délai, dans le mois suivant la notification de la décision. Cette admission avec réserve n'ouvre pas droit à paiement.

Au cas où ces prestations ne seraient pas faites dans le délai prescrit, l'EPML peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché et/ou au bon de commande correspondant, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, l'EPML peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et l'admission est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, l'admission étant prononcée sous réserve de leur réparation.

6.2.2 Vérification du déploiement du service de télétransmission de données piézométriques

A chaque fin de période semestrielle à compter de la validation du bon fonctionnement du système, la personne chargée de la conduite du marché renseigne et délivre, au titulaire du marché, le certificat de contrôle qualité des prestations forfaitaires du marché. Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le certificat de contrôle qualité est remis au titulaire pour signature et ne donne pas lieu à la notification d'une décision motivée.

Le certificat mentionne les éventuels dysfonctionnements et établit les réfections et pénalités appliquées en résultant.

L'absence de remontée de données donne lieu à l'application de réfections calculées au prorata temporis de la ligne de la DPGF en rapport (ligne 21).

7 - PENALITES

En cas de retard dans les délais d'exécution prévus, des pénalités de retard pourront être appliquées dans les conditions définies ci-dessous.

7.1 Précisions

Par dérogation de l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités et leur taux sont ceux fixés ci-dessous.

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service et de disponibilité conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions du marché, n'est pas respecté du fait du titulaire ou d'un de ses sous-traitants, le titulaire encourt les pénalités formulées à l'article 7.1.2 du présent CCAP.

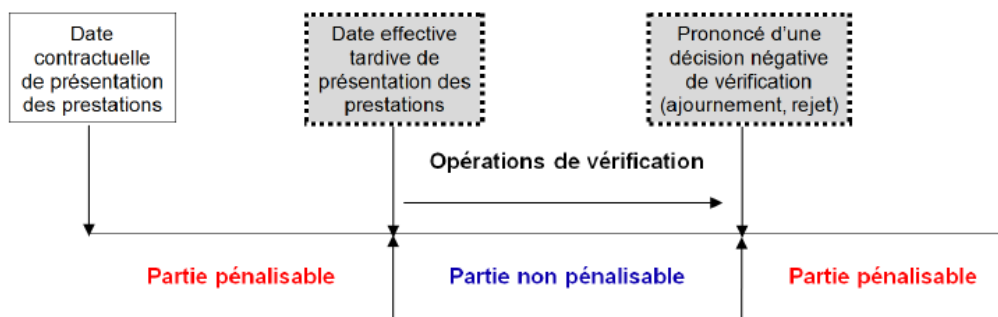
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation. Pour les autres pénalités, lorsque le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer lesdites pénalités, sauf mention contraire, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'EPML, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions définies au présent CCAP.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

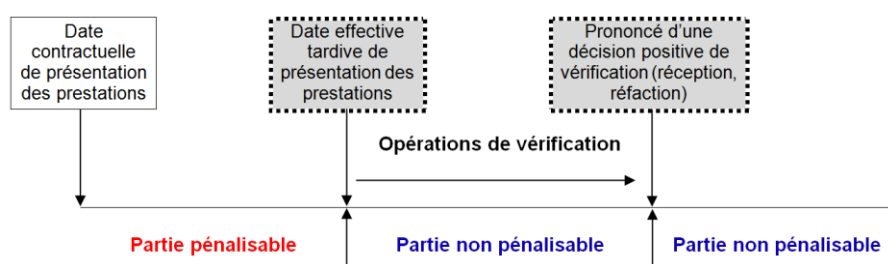


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire, au titre du présent marché, réglé à terme échu par l'EPML ; l'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

7.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, en cas de non-respect des délais, conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard à compter de la non remise des livrables et autres documents définis au présent CCAP et son annexe.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné à vingt (20) % du montant total du marché. En cas de dépassement, le marché pourra être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG/FCS ne sont pas applicables au présent marché (Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché).

7.3 Autres pénalités

Absence aux rendez-vous auxquels le titulaire est dument convoqué par la maîtrise d'ouvrage : 100 €/absence ;

Retard par rapport aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier : 1000 €/constat ;

Non-respect des consignes de sécurité et de permis de feu, etc. : 200 €/constat.

Défaut de relevés de données piézométriques :

- 200€/j en période de crues
- 1/500^{ème} du forfait HT annuel par jour de retard hors période de crue.

Prestations de constitution et de fourniture du DOE : 50 €/jour de retard.

8 - UTILISATION DES RESULTATS

Cf. chapitre 6 du CCAG/FCS.

- Conformément aux dispositions de l'article 37.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire accorde à l'EPML les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché, et notamment :
 - la mise en ligne, à titre gracieux, des résultats ;
 - l'utilisation pour les besoins muséographiques ou scientifiques de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
 - la publication sur tous supports aux fins d'information du public ou dans des ouvrages mis en vente ;
 - l'insertion au sein d'œuvres multimédia destinées aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles, tels que notamment les audioguides, les smartphones et les bornes multimédia utilisées dans l'enceinte de l'EPML, et/ou de ses partenaires, qu'ils soient distribués à titre gratuit ou payant ;
 - la mise en ligne à titre gratuit sur les sites contributifs et réseaux sociaux de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
 - la mise en ligne sur le réseau intranet de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
 - la publication dans l'enceinte et autour des locaux de l'EPML, et/ou de ses partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
 - la communication institutionnelle interne ou externe de l'EPML, et/ou de ses partenaires, et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés, films promotionnels, ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'EPML et/ou par ses partenaires ;
 - l'utilisation dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers se tenant au sein de l'EPML, et/ou de ses partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
 - l'archivage ;
 - l'utilisation à des fins documentaires ou de recherche ;
 - l'utilisation dans le cadre des opérations de restauration MH, de projet d'aménagement muséographique, de rénovation des espaces, etc., notamment par l'architecte en chef des monuments historiques, l'architecte ou scénographe désigné pour le projet concerné ou les entreprises chargées des travaux ;
 - les besoins de mise en concurrence et contractualisation pour des marchés de travaux ou services ou prestations intellectuelles en lien avec les résultats ;
 - la publication de dossiers, brochures destinées aux agents de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
 - la projection et diffusion dans le cadre des actions menées par l'Etat en vue de l'échange d'informations, et notamment la professionnalisation et la formation des agents des opérateurs et services de l'Etat ;
 - la mise en ligne sur des sites Internet tels que notamment le site de l'EPML, et/ou de ses partenaires et les plateformes dématérialisées de marchés publics.

9 - CONTENU DES PRIX - VARIATION DANS LES PRIX

9.1 Contenu et caractère des prix

En complément des dispositions de l'article 10 du CCAG/FCS, il est précisé que les prix du marché sont réputés comprendre :

- les frais d'assurance et de transport, de parking ;
- les frais de restauration et d'hostellerie,
- les réunions au musée du Louvre,
- les comptes-rendus des réunions,
- les travaux de secrétariat,
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- les frais liés aux éventuelles autorisations administratives qui seraient requises pour l'exécution des prestations du marché,
- les livrables définis dans les pièces contractuelles du marché,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission,
- les locaux,
- la cession des droits,
- toutes sujétions liées à la réalisation des prestations
- l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
- Toutes les prestations nécessaires à l'obtention des résultats, rapports compris
- La gestion des eaux usées du chantier
- La protection vis-à-vis des polluants
- La protection incendie
- Le nettoyage des voiries
- Les dispositifs contre les nuisances de poussières et vibratoires
- Les dispositifs pour minimiser et contrôler les vibrations dues au fonctionnement des engins pour limiter les risques pour le musée
- La remise en état à la fin de chaque sondage

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

9.2 Forme des prix

Le présent marché de prestations intellectuelles rémunéré par un prix global et forfaitaire, dont les caractéristiques sont décrites au cahier des clauses techniques particulières.

9.3 Date d'établissement des prix et variation dans les prix

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mise de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « Mo ».

Ces prix demeurent inchangés durant l'intégralité de la première année d'exécution du marché. Par la suite, ces prix sont révisables à la date anniversaire de début d'exécution du marché, dit mois de révision des prix « Mr ». Les prix réputés pratiqués pourront donc être révisés à la hausse ou à la baisse.

Les prix du marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (Sr / So)]$$

Dans laquelle :

- S = SYNTEC rev est l'indice du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, publié par la fédération Syntec (SYN - Syntec).

L'indice est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>

Les valeurs de l'indice ci-dessus sont également disponibles dans les bases de données de : <http://www.lemoniteur.fr/>

- L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (Mo).
- L'indice « r » désigne la dernière valeur de l'indice connue à la date d'application des prix révisés (mois Mr).
- Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 ;

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge des commandes, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

En cas de modification technique entraînant l'insertion de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge des commandes, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

Cet index est consultable sur les sites Internet suivants :

<http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres?codeGroupe=2>

ou <http://services.lemoniteur.fr>

Si l'un des index de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

NB : Les prix avec application d'un coefficient de vente au prix d'achat fournisseur ne sont pas soumis à révision

9.4 Application de la TVA

Le prix figurant dans le présent marché est exprimé toutes taxes comprises.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

10 - MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Règlement

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG/FCS, les prestations sont réglées sur présentation d'une demande de paiement à l'admission des prestations au sens de l'article 6.2 du présent CCAP.

Il sera donc procédé comme suit :

- **Forfait relatif aux travaux préparatoires (poste A de la DPGF) :** 100% du forfait à la validation desdits travaux.
- **Forfait annuel relatif au service de télétransmission (poste B de la DPGF) :** A compter du début d'exécution des prestations forfaitaires dont le contenu est fixé au CCTP, et semestriellement, il est fait production par le titulaire, conformément aux dispositions de l'article L2191- 4 et des articles R2191-20 et suivants du code de la commande publique, d'une demande de paiement sous forme de facture correspondant à 1/16ème du forfait résultant de la DPGF faisant apparaître les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations, tenant compte des réfections et pénalités mentionnées au contrôle qualité.

10.2 Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS, sur présentation de la demande de paiement, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro4 soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

Toutes les demandes d'acompte ou demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

10.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

11 - AVANCE

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, dans les conditions et selon les conditions et modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS, une avance dont le taux est fixé à 20% du montant de la part forfaitaire du marché sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R2191-4 du code de la commande publique, qui permet à l'acheteur de prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte au prorata du règlement sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations forfaitaires exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises

12 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

13 - ASSURANCES

13.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles

Le titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées dans le CCAP et des pièces contractuelles qui y sont mentionnées.

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'EPML, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail ;
- des prestations avant l'admission des prestations ;
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après l'admission des prestations.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission par l'EPML. En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire contractera auprès de compagnies d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, toutes assurances propres à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché.

Le titulaire contractera notamment une assurance "responsabilité civile" pour tous les cas où cette dernière pourrait être engagée, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG/FCS.

Dans un délai maximum de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, le titulaire devra fournir les attestations d'une assurance de responsabilité civile et d'une assurance professionnelle contractées auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

13.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

14 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

15 - REGLEMENTS DES DIFFERENDS

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation du marché ou à ceux liés à l'exécution du marché, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur a son siège.

Soit : Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01.44.59.44.00
Télécopie : 01.44.59.46.46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

16 - DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
2	4.1 et 4.2.1
5.1.4	complète l'article 5.1
6.2	Articles 27 et suivants
7.1	14.1.1
7.2	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
9.1	complète l'article 10
9.3	10.2.3
13.1	complète l'article 9